

U • T • H •
2001



ACTEURS SOCIAUX ET MUTATIONS URBAINES



UTH 2001 est le label commun de documents diffusés par la Délégation à la Recherche et à l'Innovation (DRI) du Ministère de l'Équipement pour contribuer à une réflexion prospective sur les villes et l'habitat : études dont elle a pris l'initiative ou textes choisis notamment dans les programmes auxquels elle participe. UTH pour "Urbanisme et Technologies de l'Habitat", appellation conventionnelle des programmes de recherche et d'expérimentation dans ce domaine que la DRI a la charge de coordonner ; 2001 pour marquer qu'il s'agit de documents à caractère prospectif.

Notre principal objectif est de présenter des textes français ou étrangers significatifs, concernant le plus souvent un pays européen, situés le cas échéant dans leur contexte et commentés par un expert. Nous souhaitons, à terme, qu'UTH 2001 devienne un support de liaison et d'identification entre tous ceux qui, en Europe, sont concernés par les débats et enjeux prospectifs dans les domaines de l'urbanisme et de la gestion urbaine, de la construction et de l'habitat.

Documents disponibles :

Parus en 1989

01/04 Planification spatiale et aménagement du territoire aux Pays-Bas (J-C Boyer 1988) :

- 1- Le quatrième rapport sur l'aménagement du territoire
- 2- Le programme de recherche "réseaux urbains"
- 3- La concurrence interurbaine
- 4- "Revitaliser les villes"

05 Les politiques urbaines du Royaume-Uni depuis 10 ans (H. Huntzinger - 1989)

06 La fiscalité locale sur les entreprises au Royaume-Uni et en Allemagne (H. Huntzinger - 1989)

07 La Hollande en 2015 : résumé officiel du 4ème rapport sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire (Ministère du Logement, de l'Urbanisme et de l'Environnement - 1988)

08 Télétopia : la ville et les systèmes d'information au Japon (R. Piorunski - 1989)

09 Prospective de l'exploitation de la route (A. Vivet - 1989)

10 Urbanisme et économie en RFA (H. Huntzinger - 1989)

11 Les acteurs du génie urbain : évolution internationale (G. Mercadal - 1989)

Parus en 1990

12 Acteurs sociaux et mutations urbaines (A. Touraine - 1987)

13 Influence de la grande vitesse sur la restructuration de l'espace européen (A. Bieber - 1989)

Documents annoncés :

Pays-Bas :

- Comment décongestionner les axes routiers de la Randstad Holland ? (J.C. Boyer - 1990)

Suède :

- Les quatre révolutions logistiques (Ake Andersson - 1986)

Pour tous renseignements, contacter Franck Scherrer, Groupe Prospective, D.R.I.

Bureaux : 74 rue de la Fédération, 75015 PARIS, tél : (1) 45.49.63.26.

Diffusion et secrétariat : M. Duhamel et D. Dessagnes, tél : (1) 45.49.63.29

ACTEURS SOCIAUX ET MUTATIONS URBAINES

Alain Touraine, sociologue,
Directeur de recherche à
l'Ecole des hautes Etudes en
Sciences Sociales.

Ce texte d'une conférence d'Alain Touraine a été résumé ainsi par l'historien Jacques Le Goff :*

"Dans une grande fresque historique, il a identifié le concept de ville avec la ville du Moyen Age et des temps modernes incarnée par la ville hollandaise, ville marchande, ville de gens dont la situation et l'action coïncident, bien rangés dans la structure des ordres qui définit un type social, culturel, politique reconnaissable aux divers niveaux de la hiérarchie urbaine.

La révolution industrielle, selon Touraine, loin d'offrir un tremplin à la ville, la fait disparaître. Le commerce, c'était la ville, l'industrie ce n'est pas la ville. La nouvelle réalité fondamentale c'est l'usine dont les liens avec la ville sont faibles, sinon nuls. Le citoyen disparaît, victime d'une schizophrénie qui décale, sépare sa situation et son action.

*Mais aujourd'hui, dans la société post-industrielle, traversée de mouvements sociaux, qui remplace une société de rôles par une société d'acteurs, on voit, dans un contexte nouveau réapparaître la ville. C'est le retour de la ville"***.*

Ce document sort des sentiers tracés jusqu'à présent par UTH 2001 en nous éloignant temporairement de l'actualité ou de la prospective immédiate de la mutation des villes et des territoires. Nous aimerions ainsi vous faire partager de temps en temps un moment de curiosité intellectuelle que nous pouvons ressentir de façon toute subjective. Libre à chacun d'apprécier comme il l'entend le texte qui suit.

Il s'agit également d'une bonne illustration du travail de réflexion et de confrontation des recherches menées sur la ville au sein du Séminaire "crise de l'urbain, futur de la ville", organisé de 1983 à 1987 par la RATP, sous la responsabilité scientifique de Jacques Le Goff et de Marcel Roncayolo et avec la participation, sous de nombreuses formes, de la DRI.

* Conférence donnée au colloque de clôture du séminaire "crise de l'urbain, futur de la ville" à Cerisy en septembre 1987, organisé par la RATP avec la participation de la DRI.

** Affaiblissement ou retour de la ville (Octobre 1987. Crise de l'urbain. Futur de la ville. Bulletin du Séminaire RATP - Université - Recherche).

La notion de mode de vie décrit des traits de conduites collectives mais se réfère aussi à la définition d'une catégorie concrète et met en relation les uns et les autres dans un espace. Que ce soit la ville ou le village, le point essentiel est que la notion d'espace intervient comme l'expression concrète de la relation entre les attributs économiques et professionnels d'un groupe social et ses conduites collectives.

Ce qui nous frappe et même nous fascine dans une grande partie de notre passé, surtout urbain, c'est la force de ces correspondances entre catégories sociales, conduites et espaces. Ce qui a caractérisé pendant plusieurs siècles notre culture, c'est qu'on a pu y faire le portrait d'une ville. Pensez au portrait le plus célèbre de ville que nous connaissions, celui de Delft par Vermeer, mais pensez aussi à la manière dont commencent souvent les romans de Balzac, par le portrait d'une ville, qui est déjà l'annonce d'un personnage. Notre tradition donne une importance centrale à la ville, au quartier, au village, au terroir. Cette notion de terroir est probablement la meilleure car elle est à la fois le signe et l'instrument de l'identification d'une catégorie sociale et de traits de comportement.

Et quand nous disons que la ville tend à disparaître, nous nous référons à cet ensemble d'échanges entre des organes, entre le paysan et le marchand, le maroquinier et le banquier qui constituent le modèle classique de la vie urbaine. Les activités particulières communiquent entre elles, comme le foie et le cerveau, par le sang ou la lymphe, pour former un corps ; d'où l'idée de corps social et l'image de la ville comme un corps formé de quartiers dont chacun idéalement représente un métier. La notion de ville correspond étroitement à celle de mœurs, qui est elle-même liée à celle de métiers. On dit : les gens de tel métier boivent, sont coureurs, orgueilleux ou vindicatifs. Encore une fois, dans cette représentation et dans cette situation, acteurs, forme d'organisation sociale et forme spatiale de l'échange se correspondent et leur correspondance est ce qui définit le mieux ce qu'on nomme la société.

Aujourd'hui cette image de la société, de la ville, du terroir, est pour nous le paradis perdu. Si nous parlions de société, nous pensions corporation, quartier, règles et échanges, écoles et institutions au sens de Calvin ou de François de Sales. Tous ces mots nous renvoient à cette extraordinaire réussite du monde que nous avons connu, réussite qui n'excluait pas les maladies et les crises, mais qui définissait un système d'intégration que la sociologie classique, comme celle de T. Parsons, a bien mis en forme, en nous présentant la société comme un ensemble dans lequel circule l'argent et le pouvoir ; d'autres diraient comme un système de communication dans lequel des messages sont véhiculés d'un émetteur à un récepteur.

Mais est-il besoin de dire que notre réflexion aujourd'hui commence au moment où se décompose cette image de notre passé, à partir du moment où la correspondance entre les activités, les lieux et les comportements cessent d'exister ? C'est assurément l'industrialisation qui brise cette image de la ville. Jusqu'alors, si le pouvoir central intervenait dans la vie sociale, c'était de loin en loin par des ordres brutaux, des réquisitions ou des invasions. L'industrialisation au contraire remplace la stabilité par le mouvement. On voit apparaître ce qu'on a appelé la société de masse et qui n'est justement plus une société, un ordre social, une organisation sociale comparable à ce que nous venons d'évoquer. La ville est remplacée par le marché ou l'entreprise et la correspondance entre catégories sociales et conduites disparaît. Il ne s'agit pas seulement de dire que l'industrialisation a détruit la ville en créant des faubourgs, des cités, des banlieues, faiblement intégrées ou structurées. L'industrialisation a surtout détruit l'idée de genre de vie en remplaçant la particularité des métiers et des terroirs à la fois par des hiérarchies de participation économique et culturelle et par l'opposition brutale entre les possédants et les victimes de la prolétarianisation. Les armées de l'industrie, du profit, de l'organisation envahissent et détruisent les quartiers et leurs particularismes. Ce qui tend à bouleverser notre représentation de la vie sociale. Jusqu'alors nous avions affaire, comme dans la peinture et les romans classiques, à des personnages ; désormais il semble à beaucoup que la vie sociale n'est plus faite de personnages, d'acteurs, mais de forces, de mécanismes et de lois, et nombreux sont les sociologues qui dénoncent les illusions de l'acteur, illusions qui font que l'enseignant par exemple croit être au service de l'égalité, alors qu'il transmet l'inégalité.

Le mot société change lui-même de sens, il n'est plus un système d'échanges, un corps social, mais un pouvoir central. Les optimistes insistent sur l'enrichissement que crée l'industrialisation et les pessimistes sur le renforcement des contrôles sociaux et culturels, mais dans tous les cas, l'ancienne conception organiciste est remplacée par une conception mécaniste et surtout l'idée d'acteur social disparaît au profit de celle de statut social, c'est-à-dire de distance au centre, de niveau de participation. Prenons un exemple classique en sociologie. Au début du siècle, l'un des meilleurs élèves de Durkheim, Maurice Halbwachs écrivit un livre : La classe ouvrière et les niveaux de vie, qui reposait sur des enquêtes allemandes de la fin du XIX^{ème} siècle et où il s'efforça de répondre à la question : qu'est-ce qu'un ouvrier ? Sa réponse fut que l'ouvrier est celui que la société délègue aux relations avec la matière, celui qui est mis hors relations sociales. L'ouvrier n'appartient donc pas à la société telle que la définissait Durkheim, comme système d'échange et par conséquent ses comportements ne peuvent plus être considérés comme proprement sociaux. Certains diront que l'ou-

vrier est un prolétaire, qu'il est soumis à la loi du profit ou encore que les organisateurs du travail lui imposent une activité parcellaire. Dans tous les cas, l'ouvrier n'est plus un personnage comme l'était l'homme de métier ; il n'est plus défini que par son rapport au centre, par sa qualification, son salaire ou la domination qu'il subit.

Ainsi se crée une pensée sociale qui domine de plus en plus le XIX^{ème} siècle et même le nôtre et qui finira par devenir presque hégémonique avant de s'épuiser au cours des années 70. Et ce n'est pas un hasard si cette pensée a donné tant d'importance à l'idée d'urbanisation et l'a opposée si clairement à celle de ville. Le début des années 1970 a été l'âge d'or d'une sociologie urbaine appliquée à détruire la notion de ville. Idée qui fut en particulier développée par le plus brillant sociologue marxiste de cette époque, Manuel Castells, dont les idées ont d'ailleurs considérablement évoluées depuis. Si toute pensée sociologique est une pensée des relations entre un système et des acteurs, on peut dire qu'à cette époque, dans la forme dominante de pensée sociale, le système avait dévoré les acteurs. En passant d'une société marchande à une société industrielle, on est passé d'un type de vie sociale où activités et comportements se correspondaient, à un type différent, marqué par la dissociation des situations et des comportements, dissociation qui conduisit à chercher des logiques d'action qui reposaient sur l'intérêt et la nécessité et non plus sur des préférences ou des traditions culturelles. Au coeur de la pensée de Marx s'est trouvée l'idée que le salaire ouvrier tendait vers une limite inférieure qui était celle de la reproduction biologique de la force de travail.

Que ce soit ou non dans une perspective marxiste, la pensée sociale a fait disparaître l'acteur. Rien ne le montre mieux que l'importance donnée à l'idée de révolution. Ce sont les contradictions devenues insupportables d'un système ou encore sa discordance croissante avec son environnement qui débouchaient sur une crise générale aggravée par des comportements de révolte ou de protestation. La révolution s'expliquait davantage par la discordance entre les forces de production et les rapports sociaux de production que par l'action et les objectifs d'acteurs sociaux. Dans une telle perspective l'idée même d'acteur social et a fortiori celle de mode de vie disparaît totalement, est même accusée d'être réactionnaire. Nombreux sont ceux qui se sont moqués de la croyance, à leurs yeux archaïque, que les acteurs avaient une certaine capacité de contrôler et de choisir leurs conduites. Ils pensaient ou pensent au contraire que c'est la place dans la hiérarchie sociale qui détermine le mode de vie et que les apparents choix culturels ne sont rien d'autre que l'affirmation d'un statut, la volonté de l'améliorer ou la crainte de le voir se détériorer.

Ce grand éclatement de la situation et des conduites constitue, plus encore que leur ancienne liaison, le point de départ de notre réflexion aujourd'hui. Nous tous sentons ce qu'à d'artificiel l'idée de ville, mais en même temps nous nous demandons si le moment n'est pas venu de réintroduire certaines notions cachées ou éliminées par la pensée sociale matérialiste qui a dominée l'époque industrielle. Nous nous demandons aujourd'hui s'il ne faut pas donner un nouveau sens à l'ancienne notion de mode de vie, s'il ne faut pas redécouvrir que l'acteur a une certaine capacité d'organiser sa propre expérience, de faire des choix, des arbitrages et d'abord des projets.

Ceci tient d'abord à ce que dans nos sociétés industrielles la plupart des gens ne peuvent plus être situés sur une échelle simple de participation ; nous disposons d'une multiplicité de statuts entre lesquels existent, selon le jargon sociologique, un degré croissant d'incongruence : les situations sur des échelles de revenus, d'influence et d'éducation se correspondent de moins en moins, surtout dans cette masse de plus en plus majoritaire que représentent les classes moyennes. S'il est vrai que les élites dirigeantes sont à la fois riches, puissantes, et éduquées, et que les pauvres sont aussi sans influence et en général sans éducation, entre ces deux points extrêmes existe une grande diversité de combinaisons entre statut économique, politique et culturel. On ne peut plus parler aujourd'hui du comportement des classes moyennes alors que ces classes moyennes représentent, surtout subjectivement, une grande majorité de la population. En réalité, ce que nous nommons classes moyennes est justement l'espace de plus en plus immense à l'intérieur duquel existent non seulement des discordances entre les éléments de statuts, mais surtout des choix, des stratégies et par conséquent des genres de vie. Nous ne pensons plus que le centre de la société soit celui où se manifestent le plus clairement les règles du jeu et la logique du pouvoir. Au contraire, le centre nous apparaît comme le lieu de l'indétermination la plus grande et par conséquent comme le lieu où l'individu échappe le plus au système, en élaborant des stratégies personnelles et même en se constituant une société imaginaire, en achetant de l'espace et du temps, en voyageant et en lisant des livres d'histoire, bref en multipliant les signes de non-correspondance à la situation qu'il occupe.

Alors qu'il y a vingt ans il semblait à tous naturel d'expliquer les conduites politiques ou culturelles par l'appartenance à une catégorie socio-professionnelle, nous sentons aujourd'hui que le rapport à l'organisation sociale devient relativement moins important que le rapport au changement social. Parfois cette idée a été exploitée de manière plus commerciale que scientifique. Il n'en reste pas moins qu'une catégorie comme celle des "recentrés",

proposée par certains observateurs au début des années 80 a une forte capacité explicative. Une partie des classes moyennes, qui a profité de la longue période de croissance de l'après-guerre, cherche à stabiliser ses acquis, se soucie plus de sécurité que d'amélioration de sa situation matérielle, donne une plus grande importance à l'intégration socio-culturelle qu'à la réussite économique. A ces "recentrés" s'opposent les innovateurs d'un côté, les laissés pour compte de l'autre. Toutes ces catégories, répétons-le, se définissent par un rapport au changement plus que par une activité ou un statut socio-économique ou socio-professionnel. Quand les hommes politiques disent, non sans raison, que la France doit être gouvernée au centre, n'indiquent-ils pas que la politique tend à être de moins en moins représentative, que la correspondance entre situations sociales et conduites politiques est moins nette qu'elle ne l'était à l'époque où on pouvait parler de politique de classe. Aujourd'hui un homme politique qui se présenterait comme le représentant d'une catégorie sociale aurait de faibles chances d'acquiescer une importance nationale et il n'est même pas sûr qu'il pourrait réussir une carrière locale.

C'est cette décomposition des déterminismes sociaux qui permet la réapparition de la notion de mode de vie. D'abord en un sens très individualiste, dans la mesure où beaucoup d'individus choisissent un certain mode de vie, d'habillement, d'alimentation, de loisirs. Ensuite, je l'ai déjà indiqué, parce que des individus et des catégories choisissent des comportements différents face au changement. Ne peut-on pas penser que ces choix à leur tour se traduisent par une localisation volontaire ? Certains préfèrent les communautés de banlieue ; d'autres au contraire veulent vivre au centre de la ville, même dans un confort moins grand, pour signifier leur participation active au changement et aux innovations.

Enfin ne faut-il pas voir réapparaître l'idée de genre de vie à un niveau plus profond ? L'industrie semblait imposer ses règles et ses méthodes à tous les travailleurs. Les industries culturelles d'aujourd'hui nous laissent généralement des choix plus ouverts, qu'il s'agisse de l'école, de l'information ou même des systèmes de santé, et en particulier de l'hôpital. De sorte que des catégories sociales apparaissent, définies par leur choix culturel. Il semble donc que nous soyons passés par trois étapes successives. La première fut celle des traditions de métier et de terroir, pendant laquelle les individus et les catégories semblaient marqués dans leurs conduites et leurs attitudes mêmes par une activité et un milieu social particulier. Pendant une seconde période ce sont les règles générales, positives ou négatives de la modernisation, de l'industrialisation qui ont semblé s'imposer à tous, créant une société de masse, et ce qu'on a pu appeler la mobilisation générale de la société

industrielle. Aujourd'hui au contraire, on voit réapparaître une plus grande diversité, mais celle-ci est liée à des choix plus qu'à des traditions, à des projets plus qu'à des héritages, comme le montre l'importance croissante des nouveaux mouvements sociaux, c'est à dire des revendications qui s'exercent à l'encontre du pouvoir présent dans les industries culturelles en développement rapide.

Les femmes ne représentent-elles pas mieux aujourd'hui cette réapparition des choix, alors que les hommes se sont identifiés aux contraintes impersonnelles et impossibles à négocier de la société industrielle ? Parce qu'elles affirment leur droit à combiner vie publique et vie privée, sexualité et réussite sociale, métier et famille, elles donnent l'impression d'inventer constamment une diversité croissante de types socio-culturels qui sont plutôt l'expression de choix que de conditions objectives d'existence sociale.

Mais comment peut-on passer de ces observations à l'idée d'une renaissance de la ville ? Cette renaissance est pourtant indiscutable et se marque d'abord au niveau politique et administratif. Partout l'emporte la décentralisation ; partout les maires gagnent en importance tandis que s'affaiblit relativement le pouvoir des fonctionnaires centraux. La ville ne reprend-elle pas précisément son importance comme unité politique, comme lieu où se cherchent des combinaisons, des compromis entre des exigences opposées entre le monde de la production et celui de la consommation entre le privé et le public, entre le centre et les quartiers. Cette importance croissante de la ville ne peut pas se comprendre sans le déclin concomitant de l'Etat comme organisateur central. Nos sociétés sont de moins en moins dominées par l'Etat central ou plutôt l'Etat est de moins en moins central, parce que ses tâches principales se situent plutôt aux frontières qu'au centre de la société. Il doit défendre le pays contre ses concurrents ou ses adversaires, militaires, économiques, technologiques et par conséquent il doit accepter que renaisse la diversité interne de la société. En ce sens nous sommes plus près aujourd'hui de l'ancien régime que de la société industrielle. La puissance de notre Etat se combine plus facilement avec la diversité de notre territoire et de nos modes de vie locaux qu'à l'époque où on pensait que la science et la technique imposeraient des règles universelles aussi bien dans la conscience que dans l'existence. Et la ville n'est-elle pas le lieu, l'espace où se prennent les décisions proprement sociales les plus importantes, celles où modernisation et intégration se combinent ou s'opposent, celles où les minorités sont acceptées ou rejetées, où le changement est facilité ou combattu ?

Mais il est probablement dangereux de chercher à reprendre aujourd'hui les mots du passé. Ne parlons plus de modes de vie, mais davantage de mouvements sociaux et même parlons moins de villes que de modes d'existence politique ou de formes de démocratie ou encore de systèmes de communication. Il est vrai que de grands dangers pèsent sur la ville et que nous tendons constamment à vivre dans un monde éclaté à la fois individualisé et mondialisé. Mais Marx ne disait-il pas déjà qu'au delà du capitalisme pouvait apparaître soit le socialisme soit la barbarie ? De la même manière on peut dire que la réapparition des genres de vie et des mouvements sociaux n'est pas inéluctable et peut être remplacée par l'importance croissante des décalages entre la vie locale et la vie cosmopolite. Du moins pouvons nous dire que la ville représente le mieux aujourd'hui la volonté de résister à cet éclatement, à cette déconnexion du privé et du public. Il existe une conscience croissante partout de la nécessité de recréer la ville, l'espace non seulement d'échanges de biens et d'informations, mais encore de formation de l'opinion publique, de débats politiques, et de création de projets et de formes de vie collective.

Cette logique du choix et de la diversité s'oppose de plus en plus clairement à la logique de l'intégration industrielle, de la même manière que, dans l'organisation de la production des méthodes tayloriennes et fordiennes sont remises en cause aujourd'hui au profit de formes plus flexibles d'activité et d'organisation de la production collective. Ce qui veut dire surtout que nous voyons réapparaître, après une longue absence, la figure de l'acteur social et pâlir l'idée, à vrai dire idéologique, qu'un système social impose à toutes ses parties une logique de domination contre laquelle les acteurs particuliers ne peuvent pas imposer leurs objectifs et leurs projets. Nous sommes au contraire dans des sociétés faiblement déterminées, mouvantes, que nous reconstruisons en permanence par nos conduites, comme par nos moyens de transport et de production. C'est pourquoi c'est la ville aujourd'hui et non plus le lieu de travail qui apparaît comme le centre de la vie sociale car c'est dans la ville que s'opèrent les choix les plus importants, d'ouverture ou de fermeture, d'intégration ou d'exclusion. C'est dans la ville que s'opère la rupture entre le privé et le public ou que s'élaborent au contraire des formes de communication entre les divers aspects de l'expérience individuelle et collective.